

TUNISIE

Va-t-on vers la réconciliation globale ?

L'un des avocats de l'ancien Président tunisien, Zine El Abidine Ben Ali, a annoncé, il y a quelques jours, que son client a l'intention de régler ses affaires avec la justice tunisienne en acceptant l'arbitrage proposé par l'Etat à tous les contrevenants de l'ancien régime.

**De Tunis,
Kattou Mohamed**

Cette annonce a eu l'effet d'une bombe dans l'opinion publique encore stupéfaite, voire outrée, quelques jours plus tôt, par le recours de Slim Chiboub, gendre de Ben Ali, au même procédé pour s'extraire à un jugement pénal.

Toutefois, l'avocat a été désavoué, le lendemain même, par l'ancien Président tunisien qui a affiché, ainsi, son refus de l'arbitrage qui pourrait aboutir à un arrangement entre l'Etat et toute personne soupçonnée de malversations sous l'ancien régime.

Cinq ans après la «révolution» de janvier 2011, le pays se cherche encore. Politiquement, il semble avoir retrouvé une certaine stabilité après les élections présidentielle et législatives de la fin de l'année 2014. Une nouvelle Constitution a remplacé celle de 1959 et le nouveau Parlement tente, tant bien que mal, à mettre en place les institutions prévues par la Constitution. Mais, là où le bât blesse, c'est au niveau social et économique.

L'économie privée de l'intervention d'un grand nombre d'investisseurs peine à se relever. D'où l'appel du président de la République à une réconciliation économique et fiscale, d'abord rejetée, ensuite renforcée par la proposition d'une réconciliation globale. C'est à un pardon, pur et simple, qu'elle pourrait aboutir à la condition que la personne concernée reconnaisse ses erreurs et rembourse les sommes escroquées. Cet outil fait suite à la proposition présidentielle.

Toutefois, il ne fallait pas insulter l'avenir. La réalité a ouvert les yeux aux plus récalcitrants et leur a administré la preuve qu'en poli-

tique, rien n'est définitif. En effet, l'allié inconditionnel du président de la République qu'est devenu Rached Ghannouchi se montre, aujourd'hui, plus royaliste que le roi. Non seulement, il approuve la proposition de Béji Caïd Essebsi, mais, il est allé encore plus loin en suggérant l'idée d'une réconciliation globale, c'est-à-dire dépassant le cadre purement économique et financier pour embrasser le domaine politique.

Pour Ghannouchi, ceux qui avaient travaillé sous les ordres de Ben Ali n'étaient pas tous des diables et que les portes de son parti Ennahdha, qui se prépare à tenir son congrès, sont, désormais, ouvertes à tous. Ainsi, il laisse entendre que même les anciens du RCD dissous seraient



Béji Caïd Essebsi, président tunisien.

les bienvenus dans un parti qui tente de faire sa mue pour plaire davantage à une opinion publique qui lui est hostile.

Cette réconciliation qui, il n'y a pas longtemps, était «taboue» est relancée grâce à l'insistance de la présidence de la République sou-

cieuse de faire réintégrer les hommes d'affaires «punis» dans le processus économique. Elle est devenue d'actualité, aussi, après la déclaration fracassante de Rached Ghannouchi, à sa sortie d'une réunion avec le président de la République.

Enfin, cette réconciliation est devenue effective grâce à l'instance «Vérité et Dignité» qui a surpris toute la classe politique et toute l'opinion publique à travers la signature avec Slim Chiboub. Celui-ci est considéré comme l'un des barons de l'ancien régime qui avait passé 14 mois en prison à son retour en Tunisie après un exil de quatre ans aux Emirats arabes unis suite à sa fugue en 2011 pour s'épargner la vindicte populaire.

Aujourd'hui, la question qui taraude les esprits est de savoir comment a été traité le dossier de Slim Chiboub en si peu de temps. Combien a-t-il payé à l'Etat pour être absous, quelles sommes faisaient l'objet de corruption et comment a été évaluée la somme revenant à l'Etat ? Autant de questions qui méritent réponses d'autant que de nombreux hommes d'affaires «gelés» depuis 2011 attendent leur tour pour bénéficier des avantages que leur procurerait la nouvelle procédure.

K. M.

Accord pour une reprise du commerce à la frontière tuniso-libyenne

Un accord a été trouvé entre les parties tunisienne et libyenne pour la reprise, lundi, du trafic commercial au poste-frontière de Ras Jedir, paralysé depuis fin avril, a-t-on appris samedi auprès des autorités régionales tunisiennes.

Cet accord, conclu vendredi soir au terme d'une réunion de plusieurs heures, prévoit l'instauration d'une taxe douanière unique pour les marchandises, a précisé le gouverneur de Médenine dont fait partie Ras Jedir, Tahar Matmati.

Dans le but d'éviter de nouvelles tensions, une commission mixte de suivi va être mise en place, a-t-il également noté. Ce point avait déjà été évoqué jeudi par le gouvernement d'union nationale libyen, dans le sillage

d'un entretien à Tunis entre le Premier ministre désigné, Fayed al-Sarraj, et le président tunisien Béji Caïd Essebsi. Cité par l'agence de presse libyenne LANA, un responsable de la localité libyenne de Zouara a de son côté signalé que le trafic des passagers était, lui, pleinement rétabli dès samedi. Le trafic commercial à Ras Jedir, principal poste-frontière entre les deux pays, est bloqué depuis fin avril à l'initiative des autorités locales libyennes, qui protestaient notamment contre

les modalités d'entrée des produits libyens en Tunisie.

Ce blocage a entraîné de vives protestations dans la ville tunisienne de Ben Guerdane, voisine de la Libye et qui vit essentiellement du commerce transfrontalier, y compris de contrebande, à l'image de l'ensemble du sud-est tunisien.

Une grève générale a été strictement observée mercredi à l'appel du puissant syndicat UGTT. «Nous voulons des solutions radicales à Ras Jedir. Les gens sont très mécontents», avait prévenu le responsable local de l'UGTT, Mohsen Lachiheb. Deux jours plus tôt, des centaines de personnes avaient déjà manifesté, avant leur dispersion par les

forces de l'ordre à l'aide de gaz lacrymogènes. La Tunisie et la Libye partagent quelque 500 km de frontière, essentiellement désertiques. Inquiet du chaos libyen, qui a permis au groupe terroriste Daesh de s'implanter, le gouvernement tunisien a fermé à deux reprises cette frontière ces derniers mois —à chaque fois pour une durée de 15 jours —, après des attaques terroristes sur son sol. Il a également construit sur quelque 200 km un «système d'obstacles», constitué de fossés et de monticules de sable, pour tenter de renforcer la sécurité.

La Tunisie compte des milliers de ressortissants au sein de groupes terroristes, en Syrie, en Irak ainsi qu'en Libye.

SYRIE

20 soldats tués dans une attaque de Daesh sur un hôpital à Deir Ezzor

Au moins 20 soldats syriens ont été tués samedi dans une attaque du groupe terroriste Daesh sur un hôpital de Deir Ezzor (est), rapporte l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), une ONG proche de l'opposition et basée à Londres. «Daesh a attaqué l'hôpital al-Assad, situé à l'entrée Est de la ville, tuant au moins 20 soldats et miliciens», a indiqué Rami Abdel Rahmane, directeur de l'OSDH, précisant que six terroristes avaient été tués dans les combats qui ont suivi et qu'«il n'y a plus de contact avec l'équipe médicale». «Le groupe s'est emparé de l'hôpital et a pris en otage l'équipe médicale», a indiqué l'Observatoire, précisant que les combats se poursuivaient aux abords de l'établissement entre les deux bords. Les soldats et miliciens assuraient la sécurité de l'hôpital au moment de l'attaque, précise M. Abdel Rahmane. Daesh contrôle plus de 60% de Deir Ezzor, chef-lieu de la province pétrolière en majorité aux mains du groupe terroriste. Près de 200 000 habitants, totalement assiégés par Daesh, vivent dans la partie gouvernementale de la ville. Le gouvernement contrôle le sud et l'est, les terroristes le centre et le nord, tandis que l'ouest est divisé entre les deux parties.

IRAK

Raids aériens de l'aviation turque contre des positions du PKK

L'aviation turque a mené des raids aériens contre des positions du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le sud-est du pays et dans le nord de l'Irak, a annoncé samedi l'état-major des forces armées turques (TSK).

Des F-16 et des F4-2000 ont effectué neuf sorties bombardant des cibles de la rébellion dans les régions d'Avasin, Baysan, Metina, Haftanin et Qandil (nord de l'Irak) mais également dans les zones rurales de Hakkari, province du sud-est du pays aux frontières avec l'Irak et l'Iran, a ajouté la même source. Un total de 98 positions dont des abris, des dépôts de munitions et d'armes ont été visées et détruites par ces frappes aériennes, selon la TSK.

Ces raids interviennent après les accrochages entre les forces de sécurité et les rebelles du PKK ayant fait huit morts dans les rangs des militaires dont deux pilotes d'hélicoptère tués dans le crash pour «problème technique» de leur appa-



Les raids ont fait 8 morts dans les rangs des militaires.

reil dépêché sur les lieux pour renforcer les opérations anti-terroristes dans la région. Samedi, un soldat a péri dans les affrontements avec des membres de la rébellion dans le district de Daglica dans la même province. Plus de 4 580 rebelles ont été éliminés par les forces de sécurité dans les opérations lancées, depuis le 22 juillet dernier, en Turquie et dans les raids aériens ayant visé des positions du PKK dans le nord de l'Irak, selon un dernier

bilan de la TSK. Ankara avait initié en automne 2012 un processus de réconciliation avec le PKK pour mettre fin au conflit armé de trois décennies ayant fait plus de 40 000 tués.

Mais deux ans et demi plus tard, ce processus a volé en éclats avec la reprise des attaques contre les forces de sécurité après l'attentat-suicide de Suruç, le 20 juillet 2015, qui avait fait 34 tués parmi des sympathisants du mouvement kurde.